

# LES LIMITES DES IDEES DE LAURENT-DESIRE KABILA POUR LA RECONSTRUCTION DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Pierre BOFENDA LOFETU<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Pierre Bofenda Lofetu est Chef de Travaux à l'Institut Supérieur Pédagogique d'Isangi (ISP/Isangi) en RDC

## Abstract

*During all his reign to the head of the DRC, the worry of Laurent- Désiré Kabila was to lead a fight set against the occupation and the exploitation of his country by the strangers. On the diplomatic plan, he wanted to be independent of big western powers. He came closer a lot of the countries as Cuba, Libya, Sudan, North Korea. He incited the people Congolese to adhere to his vision according to which the state had to be conceived like a collective project. A project that takes into account the real needs of the populations and that privileges the auto-hold in charge. This utopian vision of the state that dreamed Laurent- Désiré Kabila, was fatal for his régime.*

## Résumé

*Durant tout son règne à la tête de la RDC, le souci de Laurent-Désiré Kabila était de mener un combat acharné contre l'occupation et l'exploitation de son pays par les étrangers. Sur le plan diplomatique, il voulait être indépendant de grandes puissances occidentales. Il s'est beaucoup rapproché des pays tels que le Cuba, la Libye, le Soudan, la Corée du Nord. Il incitait le peuple Congolais à adhérer à sa vision selon laquelle l'Etat devait être conçu comme un projet collectif. Un projet qui tient compte des besoins réels des populations et qui privilégie l'auto-prise en charge. Cette vision utopique de l'Etat que rêvait Laurent-Désiré Kabila, a été fatale pour son régime.*

## INTRODUCTION

Une fois accédé au pouvoir, Laurent-Désiré Kabila a offert au peuple congolais la "démocrature" en lieu et place de la démocratie. En effet, l'entrée des troupes de l'AFDL à Kinshasa a été vécue par une très grande majorité des congolais comme un grand jour pour sa libération. Cette joie de la liberté retrouvée a été de très courte durée car les libérateurs se sont très rapidement illustrés par des méthodes totalitaires et des exactions.

Les fortunes et les misères du régime de l'AFDL qui s'est assigné le rôle historique d'affranchir la RDC de la tutelle impérialiste au lendemain de sa victoire militaire sur le régime de Mobutu considéré comme allié local de l'impérialisme ont volé aux éclats.

En fait, il s'agit, pour sortir du discours militant (impérialisme, révolution, anti-impérialisme, lutte de libération nationale...) d'examiner comment Laurent-Désiré Kabila de sa révolution du 17 mai 1997 a négocié les défis de la mondialisation en RDC. Tant il est vrai que ce processus de mondialisation bouscule frontière et souveraineté et se réalise au seul profit des Etats puissants au détriment de la RDC.

Ce papier analyse les limites des idées de Laurent-Désiré Kabila pour la reconstruction de la RDC. Il oscille autour de trois points. Le premier démontre la position de Laurent-Désiré Kabila face à la diplomatie, le deuxième explique son attitude face à l'impérialisme et le troisième s'appesantit sur le comportement de Laurent-Désiré Kabila à l'égard de la mondialisation.

### I. Laurent-Désiré Kabila et la diplomatie

Comme il ne voulait pas être un président d'un Etat compradore, Laurent-Désiré Kabila avait mis sur pied dans un premier temps, une diplomatie entraînant en réalité des relations difficiles avec la communauté internationale. Il en donna le ton lors de ses premières sorties à l'étranger en tant que Président de la « troisième République de la RDC ». Au lieu d'aller se faire « bénir » en Occident comme la plupart des Chefs d'Etats africains lorsqu'ils arrivent au pouvoir, Laurent-Désiré Kabila avait effectué son premier voyage en Chine et est passé par la Libye sur son chemin de retour.

---

<sup>1</sup> Pierre Bofenda Lofetu est Chef de Travaux à l'Institut Supérieur Pédagogique d'Isangi (ISP/Isangi) en RDC

Il a noué des relations privilégiées avec le Cuba, la Libye, la Corée du Nord, pays qualifiés d'axe du mal par les puissances occidentales. Il a soutenu son homologue soudanais Omar El Bechir et condamné le bombardement de l'usine pharmaceutique d'Al Shiphar de Khartoum par l'aviation américaine.

Dans la quête de son indépendance vis-à-vis des grandes puissances, Laurent-Désiré Kabila avait boycotté le sommet de la francophonie qui s'est tenu à Hanoï au Vietnam. Plus tard, Laurent-Désiré Kabila s'était employé (grâce à la médiation du président gabonais Omar Bongo) à normaliser les relations avec la France dont il attendait le soutien face à l'agression dont le Congo était victime. C'est à ce titre qu'il avait personnellement participé au sommet France-Afrique tenu à Paris en 2000.

Les systèmes des Nations-Unies étaient aussi tombés dans le borbier de ladite diplomatie à propos du massacre des réfugiés Rwandais qui fuyaient l'avancée de l'AFDL. En effet, le gouvernement congolais arguait implicitement ou explicitement le principe de la souveraineté nationale et de la non ingérence dans ses affaires intérieures, et estimait de surcroît que la mission d'investigation des Nations-Unies rentrait dans le cadre d'un complot international de « forces intérieures et extérieures » contre le peuple congolais, et il n'avait jamais été disposé à ce que la lumière soit faite sur les « massacres ».

Le gouvernement de l'AFDL avait accablé la France dont l'ambassadeur à Kinshasa aurait constitué un quartier général de la subversion et de la propagande contre la RDC et menaçait de retirer l'Etat congolais de la francophonie si la France ne soutenait pas sa politique de développement.

La consolidation de cette diplomatie avait atteint son paroxysme lorsque Laurent-Désiré Kabila avait refusé de recevoir le pasteur Jesse Jackson; l'envoyé spécial du président Bill Clinton. La secrétaire d'Etat américaine Madeleine Albright s'était également butée à la rigueur de la diplomatie du président Laurent-Désiré Kabila. Elle a dû attendre plusieurs heures dans l'antichambre avant être reçue par le président Laurent-Désiré Kabila le 11 décembre 1997. Laurent-Désiré Kabila a maintenu en détention pendant plusieurs mois le PDG de la société Sizarail. Il était un citoyen belge.

Laurent-Désiré Kabila a qualifié la RDC d'un pays sous-développé, pauvre et moins avancée dans le monde ; d'où la nécessité de le développer. Il a constaté que son pays vivait encore au temps du 14<sup>ème</sup> siècle. Il fallait chercher des pistes de solutions pour faire de la RDC un monde meilleur.

Cette diplomatie de sape a mis ensemble toutes les grandes puissances contre lui. C'est ainsi qu'on pouvait comprendre l'attitude de profil bas des grandes puissances, quand la guerre d'agression contre la RDC avait commencé. Ce fut une conséquence logique de l'isolement diplomatique du pays. S'étant rendu compte après, le président Laurent-Désiré Kabila tenta de refaire sa politique étrangère et toute sa diplomatie. Aux objectifs et principes soulignés dans les lignes qui ont précédés, il s'est chargé d'appliquer une diplomatie offensive pour prouver au monde que la situation de guerre était préparée diplomatiquement par son ancien ministre des affaires étrangères Bizima Karaha en sabotant ses options diplomatiques fondamentales. En plus, il fallait expliquer la position congolaise par rapport à la guerre de 1998. Pour le gouvernement, il n'y avait pas une rébellion, mais plutôt une agression. Ayant traité de la question, Labana et Lofembe soutiennent : « dans ce contexte, la diplomatie offensive changera de contenu. Cette fois, elle consistera à informer la communauté internationale de la position officielle de la RDC vis à vis de la guerre d'agression. Cette position a été exprimée dans la lettre du président de la république datée du 2 septembre 1998 et adressée au président en exercice du Conseil de sécurité de l'ONU. Elle comportait cinq points essentiels:

- La condamnation de l'agression menée par le Rwanda et l'Ouganda ;
- Le retrait des troupes étrangères d'occupation ;
- Le respect de l'unité et de l'intégrité territoriale de la RDC ainsi que l'intangibilité de ses frontières ;
- Le respect des droits de l'homme et du droit humanitaire;
- Une attention particulière s'occupant des citoyens congolais et de leurs familles qui ont souffert des tueries et dont les biens ont été détruits du fait de l'agression<sup>2</sup>.

Pour se faire comprendre, le président Kabila s'est fait lui-même son propre ambassadeur. Il y apporta une diplomatie d'itinérance. Il a voyagé beaucoup, en peu de temps. Il allait de sommet en sommet afin que la position de la RDC soit comprise et que les responsabilités soient établies. Malgré les efforts de sape, le président Kabila a réussi à convaincre certains milieux diplomatiques jusqu'à citer les agresseurs et à demander leur retrait du territoire congolais.

## II. Laurent-Désiré Kabila et l'impérialisme

Selon Kwame Nkrumah, le néo-colonialisme représente l'impérialisme dans sa phase finale, peut-être la plus dangereuse [...] Une fois qu'un territoire est devenu indépendant, il n'est plus possible, comme

<sup>2</sup>Barrea, J., *Théories des Relations Internationales. De l' « idéalisme à la grande stratégie »*, Bruxelles, Erasme, 2002, p.27.

cela a été le cas au XIX<sup>ème</sup> siècle, de revenir au stade précédent. On peut encore trouver des colonies où il est toujours en vigueur, mais il ne s'en créera plus de nouvelles. A la place du colonialisme, nous avons aujourd'hui le néo-colonialisme<sup>3</sup>.

L'essence du néo-colonialisme comme le démontre Nkwame Nkrumah, c'est que l'Etat qui y est assujéti est théoriquement indépendant, possède tous les insignes de la souveraineté sur le plan international, mais en réalité, son économie, et par conséquent sa politique sont manipulées de l'extérieur.

Cette manipulation peut revêtir des aspects divers. Par exemple, dans un cas extrême, les troupes de la puissance impériale peuvent être stationnées sur le territoire de l'Etat néocolonial et contrôler le gouvernement. C'est le cas en 1960 de la présence de l'armée belge au Katanga après la proclamation de l'indépendance du Congo ou des Forces de l'Union Européenne (EUFOR) stationnées à Kinshasa pour contenir toute velléité insurrectionnelle pouvant retarder le processus électoral en RDC enclenché en décembre 2006 avec l'organisation du référendum constitutionnel.

Comme le fait remarquer Bertrand Badie<sup>4</sup>, ces mécanismes sont mieux perceptibles à travers les relations entre les Etats, patrons et les Etats-clients ou dominés, ainsi que dans les captations de la souveraineté de ces derniers.

La dépendance suppose un échange des faveurs : l'Etat - patron alloue à l'Etat - client des biens indispensables à sa survie. Celui-ci apporte les faveurs les plus diverses notamment : l'usage de son territoire, l'usage de son pouvoir symbolique sur la scène internationale ainsi que le mimétisme institutionnel.

Il s'agit pour l'Etat-client de faciliter principalement le pillage des matières précieuses diverses et variées dont regorge son sous-sol et d'assouvir les visées géopolitiques de l'Etat - patron, octroi des bases militaires, faciliter la traversée du territoire de l'Etat - client, servir de base arrière pour la sécurisation ou l'insécurisation des autres Etats - poubelles qui conduit le client à rétribuer son patron en lui laissant la libre disposition de son sol ou de son espace maritime pour y stocker les déchets de la société industrielle. Nous nous rappellerons de la société OTRAG (Orbital Transport und Raketentechnik-Gesellschaft dont le siège est basé à Stuttgart en Allemagne), qui opérait dans le Nord -Katanga et dont l'activité principale était d'enfouir dans le sol congolais les déchets toxiques qu'elle produisait à partir de l'Allemagne.

Dans ce cas précis, il s'agit pour l'Etat-client d'aliéner sa souveraineté en faveur de l'Etat patron lors des assises internationales. La belle illustration concerne le vote des pays d'Afrique francophone au côté de la France dans les institutions internationales.

Le cas le plus frappant est leur refus d'approuver les résolutions présentées devant l'assemblée générale des nations unies, en 1986 et 1987, condamnant la politique française en Nouvelle Calédonie. Il en est de même du soutien apporté à la France par les Etats francophones de l'Afrique au Conseil de Sécurité de l'ONU qui s'opposait à l'envoi par cette dernière des troupes en Irak.

L'Etat-client se voit obligé d'imiter l'Etat - patron sur tous les plans : financier, économique, militaire, technologique, politique.

En termes de mimétisme institutionnel, l'Etat-client est obligé de conformer ses institutions politiques à celle de l'Etat-patron : les Etats africains progressistes aux partis uniques se sont conformés au modèle des pays de l'Est alors que récemment les patrons occidentaux ont invité leurs Etats clients à se conformer à leur propre histoire de démocratisation (conditionnalité politique). En 1989, lors du sommet de la Baule, la France avait conditionné l'octroi de son aide aux Etats africains par la démocratisation de leurs institutions politiques. Cette démocratisation piégée, pour singer la formule de Ngbanda, a néanmoins fait échos des aspirations à la démocratie déjà présentes au sein des forces sociopolitiques internes aux Etats africains.

En définitive, ces rapports inégalitaires mettent l'Etat-patron dans l'obligation morale de veiller à la survie de l'Etat - client alors que le dernier est face à une inconditionnelle obligation de respecter ses engagements avec le premier.

Le fait pour l'Etat-client de changer l'Etat patron lui crée des ennuis car il peut occasionner l'asphyxie interne et la mise au ban de la communauté internationale. Le cas de Laurent-Désiré Kabila qui s'est attiré le courroux de la France en boycottant le sommet de la francophonie et qui manifestait l'intention de coopérer désormais avec les pays asiatiques.

Au de là des obligations, les deux Etats ont des droits. Si les droits de l'Etat -patron ont été largement décrits ci-haut, il reste à préciser ceux de l'Etat-client. En effet :

- au plan diplomatique : l'Etat-patron peut lui obtenir des avantages d'un autre Etat-patron ou d'un de ses Etats-clients.

<sup>3</sup> Nkrumah K. cité par J. Ziegler, *Main basse sur l'Afrique*, Paris éd. du Seuil, 1978, p.42

<sup>4</sup> Badie, B., *L'Etat importé. L'occidentalisation de l'ordre politique*, Fayard, Paris, 1992, p.78.

- au plan socio-économique : l'Etat-client bénéficie du soutien économique-financier de son patron ;
- au plan politique : l'Etat-patron veille à ce que l'Etat-client soit protégé face à tout ce qui pourrait menacer les acteurs politiques valets ;
- au plan financier, l'instrumentalisation des institutions de Bretton Woods en sa faveur ;
- au plan militaire : l'Etat-patron renforce les dispositifs militaires de l'Etat-client ;
- au plan technologique : le transfert technologique en faveur de l'Etat-client.

Comme on peut s'en rendre compte, ce ne sont pas des facteurs mais des mécanismes d'insertion dans la logique de la domination impérialiste.

Pas de quoi ébranler le président Laurent-Désiré Kabila qui s'est opposé à la solde de l'impérialisme. Faisant un parallélisme avec la situation politique traversée par son pays durant la période, Laurent-Désiré Kabila a fustigé une main extérieure prépondérante dans les problèmes politiques tant en RDC avec des relais nationaux au sein de l'opposition souvent à la solde des étrangers. Pour y faire face, Laurent-Désiré Kabila suggère une dynamique interne de mobilisation permanente du peuple souverain qui doit être le rempart face à ces ingérences intempestives.

La communauté internationale est vue comme un truc totalement incohérent qui veut simplement qu'on lui mente d'une manière crédible. Ensuite, on fait ce qu'on veut<sup>5</sup>.

Si l'on admet un instant que la communauté internationale fait preuve de bonne volonté pour aider le Congo à sortir de la guerre, il est cependant décevant de constater que les voies et moyens utilisés sont loin d'être adéquats pour atteindre cet objectif. Il serait plus que temps de faire la part des choses entre les intérêts du peuple congolais et ceux des cinq pays impliqués dans le conflit, car il y va de la crédibilité de l'engagement de cette même communauté internationale auprès des Congolais, comme le souligne Pierre Bigras<sup>6</sup>.

La communauté internationale n'a guère de consistance. Des gens parlent en son nom, ou au nom de ses membres prépondérants. Ils tiennent des discours contradictoires et participent à la confusion générale prévalant dans la région.

Avec bonne volonté, de trop nombreux médiateurs contribuent à la confusion. De plus, les changements politiques au Zaïre donnent lieu à des transgressions éhontées de la plupart des règles habituellement défendues par les instances de l'OUA et des Nations Unies<sup>7</sup>.

Lés éditoriaux et autres articles des tabloïdes congolais paraissant à Kinshasa (L'Avenir, Le Palmars, Le Potentiel, La Référence Plus, etc.) relayent régulièrement les sentiments partagés par une bonne majorité de Congolais qui sont convaincus que leur pays est victime d'une double injustice de la part de la « Communauté internationale ». D'une part, ils accusent les pays occidentaux, les Etats-Unis en tête, d'armer les « petits pays pauvres » que sont le Burundi, le Rwanda et l'Ouganda, pour que ceux-ci puissent agresser, occuper et piller le Congo. D'autre part, les Congolais ne comprennent pas pourquoi les sanctions qui frappent le gouvernement de Kinshasa et les mesures qu'on lui impose pour sortir de la crise ne sont ni exigées ni appliquées aux autres pays belligérants.

C'est cette attitude paradoxale que Catherine André et Laurent Luzolele<sup>8</sup> fustigent lorsqu'ils observent que dans le cas du Congo, la présence des armées étrangères est expliquée par leur soutien aux mouvements rebelles en faveur d'un dialogue inter-congolais et d'une participation au pouvoir [alors que] la guerre qui y est menée est la cause de l'insécurité qui y règne, des déplacements de population, et des deux millions et demi de morts depuis 1996.

Pour les Congolais, la Communauté internationale, ce sont d'abord les pays européens membres de l'Union Européenne (UE). Le problème, c'est que celle-ci n'a jamais eu à condamner officiellement ni l'agression ni l'occupation du territoire congolais par les armées du Rwanda et de l'Ouganda. Au contraire, elle a adhéré, depuis le début de la seconde guerre (2 août 1998), aux thèses sécuritaires des pays

<sup>5</sup> Prunier G., *Les Pays 'agresseurs' et le départ des troupes 'non invitées'*, (Intervention au Séminaire d'analyse et de réflexion organisé par le Réseau Européen Congo, 14 septembre 2000), Bruxelles: REC, septembre 2000

<sup>6</sup> Bigras, P., *Le Désengagement militaire: un marché de dupes*, L'Observatoire de l'Afrique centrale, vol. 4, n° 12, 29 mars 2001

<sup>7</sup> Marysse, S. et Reyntjens, F. (dir.), *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2000-2001*, Paris, L'Harmattan, 2001.

<sup>8</sup> André, C. et Luzolele, L., "Politique d l'Union européenne et effets pervers pour le conflit dans les Grands Lacs", in Marysse et Reyntjens, pp. 365-96

agresseurs. Il a fallu attendre l'adoption le 16 juin 2000 de la résolution 1304 du Conseil de Sécurité des Nations Unies, à la suite des affrontements meurtriers entre troupes rwandaises et ougandaises à Kisangani, pour entendre les Européens hausser le ton, en exigeant le retrait de ces troupes. L'Union Européenne, grâce à sa politique de coopération, aurait pu faire mieux en forçant les pays agresseurs à quitter réellement le territoire congolais. C'est à ce niveau que se situe le deuxième volet des incriminations congolaises, à savoir la politique de coopération de l'UE avec la fameuse clause de « conditionnalité sélective ». Celle-ci est positive pour des pays comme le Rwanda, l'Ouganda et l'Angola, qui bénéficient de programmes structurels bien qu'étant en situation de guerre et de processus démocratique bloqué comme c'est le cas pour la RDC.

L'autre sujet de controverse, c'est l'interprétation que les Congolais à quelque bord qu'ils appartiennent donnent aux entendus de l'Accord de Lusaka, accord imposé par les Nations Unies et avalisé par l'OUA et la SADC. Cet accord prévoyait le désarmement des forces dites négatives et la tenue d'un dialogue entre Congolais comme préalables du retour à la paix en République Démocratique du Congo.

Les différentes analyses qui sont proposées dans les journaux et dans les groupes de discussions sur le Congo tournent autour de cette connexion entre la fin de la guerre (dont les enjeux sont multiples et différents selon les belligérants), et les préalables dont la réalisation constitue un véritable casse-tête. La contribution la plus intéressante et à la fois la plus positive sur ce sujet houleux nous paraît être, à notre avis, les propositions faites par la plate-forme politique Forces du Renouveau pour la République (FRR).

Laurent-Désiré Kabila avait fait le choix de l'Anglais tendant à se détourner vers l'Anglo-Saxon. C'est ainsi qu'il avait fait le rapprochement avec le pays de l'ancien Bloc communiste (Chine, Cuba et Corée). Les conséquences de l'absence de collaborer avec les pays impérialistes est l'économie désastreuse. C'est ainsi que Laurent-Désiré Kabila a fourni quelques efforts pour redresser cette économie.

Laurent-Désiré Kabila a comparé l'impérialisme à un Etat-client qui se voit obligé d'imiter l'Etat-patron sur tous les plans : financier, économiques, militaire, technologique, politique. Autrement dit, l'Etat-client est obligé de conformer ses institutions politiques à celle de l'Etat-patron : la RDC s'était conformée au modèle des pays de l'Est alors que récemment les patrons occidentaux ont invité leurs Etats clients à se conformer à leur propre histoire de démocratisation (conditionnalité politique).

### III. Laurent-Désiré Kabila face à la mondialisation

Pour Laurent-Désiré Kabila, la mondialisation est le processus d'ouverture de toutes les économies nationales sur un marché devenu planétaire. Elle est favorisée par l'interdépendance entre les hommes, le dérèglement, la libéralisation des échanges la délocalisation de l'activité, la fluidité des mouvements financiers, le développement des moyens de transport, de télécommunication... le terme touche à toutes les activités humaines : industrie, service, commerce, politique, sociale ... elle concerne aussi la communication et les échanges entre tous les individus de la terre devenue un village planétaire entre différentes cultures.

Bien qu'étant de nature économique, le terme mondialisation est souvent mis en regard de l'environnement humain et pointe particulièrement aux manifestations perceptibles que sont la mondialisation économique et le changement par la diffusion mondiale des informations. D'où, la mondialisation prétend se définir, d'après Laurent Carase<sup>9</sup> comme un processus historique d'extension des systèmes capitalistes à l'ensemble de l'espace géographique mondiale.

Dans la même optique, Olivier Dolifus<sup>10</sup> pense que la mondialisation est l'échange généralisé entre les différentes parties de la planète. Micheal Fedoi<sup>11</sup>, quant à lui, pense que la mondialisation recouvre un ensemble de phénomènes : développement des échanges internationaux, distributions communication à l'échelle planétaire sans oublier le rôle de l'anglais comme langue véhiculaire et le sentiment accru de l'appartenance à un monde qui repose plus que jamais sur de multiples complexes entre pays.

<sup>9</sup> Laurent Carase, *L'évolution de la mondialisation*, paris, mont saint, 1985, p.7.

<sup>10</sup> Olivier Dolifus, *la mondialisation*, paris, presse des sciences politiques, 1997.

<sup>11</sup> Micheal Fedoi cité par Adrien MULU MBATI NGASHA dans manuel de sociologie politique ; Lubumbashi, éd. Africa, p 209.

Néanmoins, l'utilisation de ce terme comme tel s'est généralisée dans les années 1980, à une époque où les contraintes liées au développement des échanges commerciaux et financiers entre économies nationales sont devenues plus fortes et ont réduit les marges de manœuvres des politiques économiques des États.

Par ailleurs, les historiens signalent plusieurs phases dans le phénomène d'internationalisation de l'économie mondiale depuis la période d'ouverture des échanges avec le commerce au long cours et à la conquête du XIX<sup>ème</sup> siècle. Chaque phase est marquée par des progrès techniques, le développement des télécommunications couplées à l'informatique (marine à voile, à vapeur, train à grande vitesse, télégraphe, internet...)

Dans sa phase actuelle, la mondialisation semble se déplacer vers le domaine visant à affecter les modes de vie et les œuvres de l'esprit et leur mise en relation directe des parties du monde en un même moment et la possibilité d'interactivité.

L'Afrique comme la RDC n'a pas bonne presse de nos jours d'où tant que le produit intérieur brut ne représente que deux pourcents de celui du monde, soit à peu près le produit intérieur brut d'un pays développé. Pourtant, la RDC est vaste plus que cela car refuse de mourir. Ce qu'elle est fondée sur un solde de valeurs qui, depuis cinq siècles, l'empêche de disparaître comme le souligne Pascal Bongo<sup>12</sup>. Elle a survécu aux effets de l'esclavagisme ainsi qu'aux problèmes de la colonisation et de la guerre froide, à présent elle affronte sans résignation ni défaitisme le joug de la mondialisation.

Ce terme, en RDC a tiré son origine dans les années de la civilisation et de la colonisation à travers la traite des noirs, l'esclavagisme et la discrimination raciale. Par ailleurs, la colonisation parmi ces trois étapes citées ci haut est caractérisée par l'éveil de la conscience du peuple africain à l'abandon des cultes traditionnels africains. Par contre, la période des indépendances marque la phase du libéralisme du continent africain face à la traite et l'esclavagisme. Cette période a donné accès au continent de s'ouvrir mondialement et de trouver sa place sur la scène internationale. Enfin, la période de la nouvelle mondialisation détermine un coup d'envoi au développement du continent africain qui, longtemps était un sujet d'expérience, et d'exploitation des ressources naturelles aux colons, commerce à se ranger parmi les pays développés. Ce continent est freiné encore à cause de conflits armés et des massacres grandissants qui s'accroissent de jour en jour.

Dans l'ouvrage, l'Afrique dans la mondialisation, Mkhari Diouf<sup>13</sup> développe l'origine de la mondialisation en Afrique dans l'histoire du continent et montre la continuité de la mondialisation. Selon lui, la mondialisation introduite en Afrique par le truchement de la découverte et de la civilisation est une source de développement de continent africain.

Disons que la RDC est un immense patrimoine de la taille d'un sous continent soit 2.344.885 km carré, avec des richesses naturelles et culturelles extraordinaires. Aujourd'hui sous le coup de la mondialisation, elle subit des difficultés dans l'angle économique et politique. Cette innovation que l'on appelle mondialisation à des faits positifs et négatifs.

Laurent-Désiré Kabila a considéré la RDC comme un véritable pays de contraste car 3% des terres cultivées ne parviennent pas à nourrir la population (des femmes et des enfants) qui souffre de la malnutrition chronique. Plus de 23% des populations vivent en situation d'insécurité alimentaire permanente.

Au niveau éducatif, Laurent-Désiré Kabila a constaté que le développement n'a pas des faits, car le pays ne fait que reculer au lieu d'avancer. Le programme des Nations- Unies pour le développement dans un rapport, souligne que la RDC est le 185<sup>ème</sup> pays et le dernier de tous les pays étudiés dans le monde en 2001. Le taux de scolarisation est passé de 70% à 50% en 2009 en raison d'une forte croissance de la population, incapacité croissante des parents de s'acquitter du devoir des enfants et la baisse de la qualité d'instruction. Au niveau de la vie économique et politique, la mondialisation telle qu'elle se présente aujourd'hui avec ses multiples mutations, n'augure rien de bon pour les pays.

---

<sup>12</sup> Bongo, P., *Repenser le développement en Afrique*, n° 378, 1999, pp.5-41.

<sup>13</sup> Diouf, M., *L'Afrique dans la mondialisation*, éd. Mont-saint; Aignan, Paris, 2008, p.13.

Partant du développement de la RDC, il est estimé que près de 20% de la population vivent en milieu rural avec comme activités principales : l'agriculture, la pêche et l'élevage ce qui fait que la majorité des entités territoriales décentralisées se trouvent en milieu rural. Il s'agit des secteurs et des chefferies. Cependant, cette population vit dans une pauvreté précaire et une situation absolument critique malgré les potentialités immenses qu'offre le milieu rural.

Au regard de ce qui précède, Laurent-Désiré Kabila a qualifié la RDC d'un pays sous-développé, pauvre et moins avancé dans le monde. D'où la nécessité de le développer. La RDC est un pays qui vit en rebours du développement et qui repousse la mondialisation.

Il faut dire dès le départ que la politique de la mondialisation de la République, Laurent Désiré Kabila ne l'a pas commencée le 17 mai 1997. Depuis la rébellion, l'Afdl était structurée et un organe s'était occupé des relations extérieures. Au pouvoir, Bizima Kahara, nommé ministre des affaires étrangères, va monter une diplomatie de sape qui va isoler le président de la république. Les faits posés l'attestent. En effet, le président de la république sabote le sommet de la francophonie en le qualifiant d'un club d'amis, suite au conseil de son ministre des affaires étrangères. La même année, il se crée des embarras diplomatiques avec les Belges en insinuant qu'il y aurait des armes au consulat belge de Lubumbashi. Il a autorisé la rupture des relations diplomatiques avec la Belgique. Cette même année, il refuse de recevoir l'émissaire du président américain, le pasteur Jéssé Jackson, pour simple motif qu'il aurait commencé par l'opposant Etienne Tshisekedi.

Conscient de ce danger, Laurent-Désiré Kabila défendait bec et ongles la souveraineté populaire en se fondant sur la cohésion sociale et l'unité du peuple. Il incitait le peuple à adhérer à l'Etat en tant que projet collectif en ce qu'il portait les desiderata du grand nombre dans sa fonctionnalité. Il s'ensuit une paix sociale par l'intégration sociale des forces sociales en présence et, en fait une paix civile du fait que la légitimité des politiques menées ne souffre d'aucune contestation majeure.

## CONCLUSION

Dans l'exercice de son pouvoir, Laurent-Désiré Kabila a voulu briser tous les mécanismes qui font plonger la RDC sous l'exploitation et la domination capitalistes. Il rêvait ainsi bâtir en RDC un Etat véritablement souverain, démocratique et défenseur des intérêts du peuple. Cet Etat centré sur lui-même et fondé sur la philosophie d'auto-prise en charge, devait produire la richesse à redistribuer équitablement à toutes les composantes de la société congolaise. Comment cette lutte devait-elle être menée dans le contexte actuel de la mondialisation qui bouscule les frontières et souveraineté ? Sans tenir compte de ce nouveau contexte, Laurent-Désiré Kabila s'est engagé, comme aux années 60, dans une offensive contre les puissances du monde. Ses relations tumultueuses avec la France, la Belgique, les USA, les autres pays occidentaux et les institutions de Breton Wood lui ont privé leur soutien dont il avait pourtant besoin pour la reconstruction nationale.

Ces actions que nous qualifions d'illusions d'un régime révolutionnaire se sont avérées fatales pour lui. Il a laissé la RDC sans avoir réalisé ses principales ambitions.

## Références bibliographiques

- André, C. et Luzolele, L., "Politique de l'Union européenne et effets pervers pour le conflit dans les Grands Lacs", in Marysse et Reyntjens, pp. 365-96.
- Badie, B., *L'Etat importé. L'occidentalisation de l'ordre politique*, Fayard, Paris, 1992.
- Barrea, J., *Théories des Relations Internationales. De l'« idéalisme à la grande stratégie »*, Bruxelles, Erasme, 2002.
- Bigras, P., *Le Désengagement militaire: un marché de dupes*, *L'Observatoire de l'Afrique centrale*, vol. 4, n° 12, 29 mars 2001.
- Bongo, P., *Repenser le développement en Afrique*, n° 378, 1999.
- Diouf, M., *L'Afrique dans la mondialisation*, éd. Mont-saint; Aignan, Paris, 2008.
- Laurent Carase, *L'évolution de la mondialisation*, Paris, Mont saint, 1985.
- Marysse, S. et Reyntjens, F. (dir.), *L'Afrique des Grands Lacs. Annuaire 2000-2001*, Paris, L'Harmattan, 2001.
- Mulumbati Ngasha dans manuel de sociologie politique ; Lubumbashi, éd. Africa 2009.
- Ziegler, J., *Main basse sur l'Afrique*, Paris éd. du Seuil, 1978.
- Prunier G., *Les Pays 'agresseurs' et le départ des troupes 'non invitées'*, (*Intervention au Séminaire d'analyse et de réflexion organisé par le Réseau Européen Congo, 14 septembre 2000*), Bruxelles: REC, septembre 2000.
- Olivier Dolifus, *La mondialisation*, Paris, Presse de Science Politique, 1997.